

John F. KENNEDY

**Le 4 juillet 1962
à Philadelphie**

[...] Si juste et applicable que soit aujourd'hui cette déclaration d'indépendance, nous ferions bien de rendre hommage à un autre document historique élaboré dans ce hall - la Constitution des Etats-Unis. Car il met l'accent non sur l'indépendance, mais sur l'interdépendance - non sur la liberté individuelle d'un seul, mais sur la liberté indivisible de tous.

Dans la plus grande partie du vieux monde colonial, la lutte pour l'indépendance touche à sa fin. Même dans les régions situées derrière le rideau de fer, ce que Jefferson a appelé « la maladie de la liberté » semble encore être contagieuse. Avec la chute des anciens empires, moins de 2 % de la population du monde vit aujourd'hui dans des territoires officiellement appelés *dépendants*. Tandis que cet effort vers l'indépendance, inspiré par la Déclaration américaine, se rapproche maintenant du succès, un grand effort nouveau vers l'indépendance transforme le monde autour de nous. Et l'esprit qui guide ce nouvel effort est le même que celui qui a donné naissance à la Constitution américaine.

Cet esprit est aujourd'hui très clairement perçu de part et d'autre de l'Océan atlantique. Les nations d'Europe occidentale, longtemps divisées par des dissensions plus aiguës qu'aucune de celles qui existèrent entre les treize colonies, se joignent les unes aux autres, cherchant, comme le firent nos ancêtres, à trouver la liberté dans la diversité et la force dans l'unité.

Les Etats-Unis considèrent cette vaste entreprise avec espoir et admiration. Nous ne regardons pas une Europe forte et unie comme une rivale, mais comme une associée. Apporter une aide à ses progrès a constitué un objectif fondamental de notre politique étrangère pendant dix-sept ans. Nous croyons qu'une Europe unie sera capable de jouer un plus grand rôle dans la défense commune, de répondre plus généreusement aux besoins des nations plus pauvres, de se joindre aux Etats-Unis et à d'autres pays pour abaisser les barrières douanières, de résoudre les problèmes de devises et de marchandises, et de mettre en œuvre une politique coordonnée dans tous les autres domaines économique, politique et diplomatique.

Nous voyons dans une telle Europe une associée avec laquelle nous pourrions mener, sur une base de pleine égalité, toutes les lourdes et grandes tâches qui ont trait à l'édification et à la défense d'une communauté de nations libres. Il serait prématuré, en ce moment, de faire plus que de souligner la haute considération que nous accordons à la formation de cette association. La première chose à faire est, pour nos amis européens, d'aller de l'avant en formant l'union plus parfaite qui rendra quelque jour cette association possible.

Un grand édifice nouveau ne se construit pas du jour au lendemain. Onze ans se sont écoulés entre la Déclaration d'indépendance et la rédaction de la Constitution. La construction d'institutions fédérales opérantes a nécessité encore une autre génération. Les plus grandes œuvres des fondateurs de notre nation ne se trouvent pas dans les documents et les déclarations, mais dans l'action créatrice et résolue.

L'édification de la nouvelle demeure européenne a suivi à dessein le même cours pratique. L'édification de l'association atlantique ne sera achevée ni aisément, ni à bas prix. Mais je dirai ici aujourd'hui, en ce jour anniversaire de l'indépendance, que les Etats-Unis sont prêts à souscrire à une déclaration d'interdépendance, que nous sommes en mesure de discuter avec

une Europe unie des voies et des moyens de former une association atlantique concrète - association au bénéfice mutuel de la nouvelle union qui se dessine actuellement en Europe et de la vieille union américaine fondée ici, il y a 175 ans.

Tout cela ne sera pas achevé en un an, mais que le monde sache que c'est aujourd'hui notre but. En recommandant l'adoption de la Constitution des Etats-Unis, Alexandre Hamilton disait à ses amis newyorkais de « penser continentalement ». Aujourd'hui, les Américains doivent apprendre à penser intercontinentalement. Agissant de notre propre mouvement, nous ne pouvons pas établir la justice à travers le monde, nous ne pouvons pas assurer sa tranquillité intérieure, ni pourvoir à sa défense commune, ni promouvoir la prospérité générale, ni garantir les bienfaits de la liberté à nous-mêmes et à nos enfants. Mais, unis aux autres nations libres, nous pouvons faire tout cela et plus encore.

Nous pouvons aider les nations en cours de développement à rejeter le joug de la pauvreté. Nous pouvons équilibrer nos échanges et nos paiements mondiaux au plus haut niveau possible d'expansion. Nous pouvons mettre sur pied une force de dissuasion assez puissante pour prévenir toute agression. Et, en définitive, nous pouvons contribuer à l'avènement d'un monde où règnent le droit et le libre choix, un monde d'où seraient bannies la guerre et l'oppression.

Car l'association atlantique dont je parle ne peut se tourner seulement vers l'intérieur, se préoccuper de sa propre prospérité et de ses propres progrès. Elle doit se tourner vers l'extérieur et coopérer avec toutes les nations en faisant face à leurs soucis communs. Elle doit servir de noyau à l'union finale de tous les hommes libres - ceux qui sont libres aujourd'hui et ceux qui souhaitent l'être un jour.